

Grand débat sur l'avenir de l'école - Revel le 13 Janvier 2004

Arrondissement :

Toulouse

Type de réunion :

Réunion d'école publique

SYNTHESE

Une délégation d'enseignants fait une communication assimilant le Grand Débat à une mascarade où tout serait déjà décidé, puis quitte la salle.

Un autre groupe d'enseignants, dans la même optique de doute quant au résultat de la concertation nationale, choisit de rester, non pour débattre mais souhaitant se limiter à des déclarations, ce par respect du public présent et des animateurs dont ils ne mettent pas en doute l'intégrité.

Question 6 : Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

Etat des lieux, réflexions : Il existe plusieurs types de diversité (culturelle, sociale, scolaire , handicap ...)
Enseignants découragés de lutter vainement de leur côté.

Evolution de la population scolaire qui a aujourd'hui besoin de plus d'expression, de plus de loisirs...

Aucun bilan de la loi d'orientation de 1989 n'a été fait ; il tendrait cependant vers le positif (plus de diplômes obtenus, collège unique, mais l'enseignement supérieur reste toujours réservé à une élite et la politique des ZEP a montré ses limites...

Malgré une augmentation globale du budget de l'Education Nationale depuis des années, et une baisse régulière des effectifs/classe, le problème demeure ...

Les « enseignants » comptabilisés par les enquêtes ne sont pas tous face à des élèves .

La succession de réformes avec chacune son lot de nouveautés
(PAC, informatique, langues ...) a paru compresser le temps réservé aux apprentissages
« classiques » ...

Les programmes restent encore lourds, exigeant des savoirs encyclopédiques.

Opportunité de la maternelle dès 2 ans ? Comparaison avec les crèches où le taux d'encadrement par des adultes est plus élevé.

Au niveau de l'emploi : décalage, inadéquation entre les formations et les besoins économiques.

Propositions :

- plus de moyens en personnels (RASED complets avec éventuelle intégration de psychomotriciens, d'orthophonistes), personnel de remplacement pour les congés et les équipes éducatives, assistants d'Education, maîtres en surnombre dans les écoles – CLAP-,
- plus de moyens en formation et une formation initiale qui prenne en compte la diversité et les difficultés des élèves (dyslexie, hyperactivité ...)
- plus de moyens financiers pour les projets
- moins d'enfants par classe : le comportement de 40 élèves à l'époque de Jules Ferry permettait l'obtention de résultats qui ne seraient atteints de nos jours qu'avec 20 élèves. Les enfants ont bien leur place à 2 ans à l'école maternelle, mais un effectif de 15 par classe serait souhaitable.
- participation plus active des parents, au côté des enseignants, à la défense du système
- égalité des chances : ne pas accentuer les écarts en donnant des devoirs à faire à la maison (en principe éliminés depuis 1956) Réaménager en conséquence le temps scolaire.
- Réorganisation des rythmes scolaires (semaine de 4 jours), augmentation du temps

- de concertation des maîtres..
- Favoriser une gestion plus humaine que scolaire de la diversité ; apprendre à « être ».
- L'école doit se rapprocher davantage du monde du travail, et former pour lui des têtes « bien faites » plutôt que des têtes « bien pleines ». Ces dernières ont en effet un pouvoir d'adaptation moindre, et argumentent l'idée qu'il ne faut pas tout recentrer sur les apprentissages dits « de base ».

Question 12 : Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'école peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Bilans, réflexions : problème des enfants, généralement issus de milieux favorisés, pour qui les parents concoctent des emplois du temps extra-scolaires surchargés d'activités en tous genres. Crise de la « parentalité », née du nombre croissant de familles éclatées. Recrudescence de jeunes parents souvent démunis et hésitants face à l'affirmation d'une autorité Rayonnement parfois limité des délégués de parents d'élèves.

Propositions :

- donner aux enfants le droit de « ne rien faire » à la maison
- que l'Etat prenne le relais des Associations, souvent essouffées, dans le domaine de l'écoute et de la guidance parentale
- concertation dans le secondaire entre enseignants pour équilibrer la demande de travail à la maison.
- Que chacun reste à sa place, l'adulte affirmant son statut par rapport à l'enfant
- Contrôler les statuts des association (risque de secte ...)
- Bien informer sur le rôle du représentant de parents d'élèves d'une classe.
- Mise en place des CEL pour assurer la cohérence des activités proposées autour de l'école.

Question 18 : Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Bilans, réflexions : Toutes les communes n'ont pas les mêmes moyens (de 1 à 10) Inquiétude face à la création annoncée de réseaux d'écoles, alors qu'au sein même des RPI existants, des dysfonctionnements existent.

Contenus nationaux imposés sans moyens supplémentaires
Les gestions de proximité ne sont pas toujours parfaites (répartition des remplaçants par les circonscriptions)car elles manquent de moyens.

Carences au niveau des formations (pas assez de «terrain », trop de théorie)

Propositions :

- l'Etat doit impérativement conserver le recrutement, la formation et la gestion des enseignants
- Il doit conserver également l'élaboration et le contenu des programmes scolaires, en y associant les moyens pour les mettre en œuvre partout de façon égalitaire (équipement en gros matériel informatique)
- Les règles de fonctionnement des écoles doivent être les mêmes partout.
- L'harmonisation des rythmes et des effectifs se doit d'exister au plan national
- Ce débat a pour seul fond l'Education Nationale. Les problèmes qui l'ont déclenché doivent être traités dans une approche globale et interministérielle.

Il y a des choix politiques à faire.